ASSEMBLÉE NATIONALE

26 janvier 2015

FIN DE VIE - (N° 2435)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 27

présenté par

Mme Maréchal-Le Pen et M. Collard

ARTICLE PREMIER

Supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement s'oppose à l'inscription de l'euthanasie et du suicide médicalement assisté dans la loi. En inscrivant les souffrances psychiques comme autorisant l'euthanasie, l'alinéa en question conduit à une généralisation de la pratique euthanasique et du suicide-assisté.

La fin de vie ne doit pas basculer dans le « faire mourir » derrière lequel se dissimulent des logiques de rentabilités et de diminution des dépenses de santé pour des économies sur la durée de vie. Une telle situation créerait une inégalité devant la mort en incitant les familles pourvues de faibles moyens financiers pour assurer des soins de confort à leur proche en fin de vie, à choisir l'euthanasie.

Le champ de la lutte contre la douleur a fait de remarquables avancées techniques en permettant à l'Homme de n'avoir jamais aussi peu souffert de douleurs physiques. La légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté pourraient faire basculer notre société dans l'insensibilité, donc vers la déshumanisation. C'est pourquoi les soins palliatifs doivent constituer l'alternative au geste mortifère euthanasique : 80 % de nos concitoyens qui pourraient bénéficier de soins palliatifs en sont exclus. Il apparaît urgent de développer les formations à la médecine palliative, d'étendre les soins palliatifs et de les promouvoir par des campagnes d'informations. Les malades peuvent être accompagnés dans une mort douce si l'on conçoit de manière unifiée le palliatif et le curatif. Or l'article 1^{er} de la présente proposition de loi considère le palliatif comme une étape facultative sur la voie sans issue de l'euthanasie.